

Hacker la ville

Quand les citoyens
réinventent la cité



Hackerspaces, cantines solidaires, boutiques des sciences, transport partagé, boîtes à livres, squats... Hacker la ville s'accomplit autant par des gestes anodins de "dérive" urbaine, comme reboucher des nids de poules avec de la mosaïque, que par des actions plus larges et collégiales à l'image des occupations temporaires de lieux. La cité doit désormais composer avec des initiatives citoyennes et de nouveaux services directement initiés par des usagers.

Tout au long de ce numéro nous analysons certaines de ces démarches expérimentales, voire transgressives, portées par des habitants, mais aussi d'autres projets davantage consentis. Au-delà de livrer simplement quelques recettes pour se réappropriier la cité et imaginer celle de demain, Pop'Sciences Mag ouvre le débat. Est-ce un mouvement si nouveau que cela ? À quels besoins ces initiatives répondent-elles ? Et il questionne : participent-elles réellement de l'amélioration du vivre-ensemble ?

COMMUNS URBAINS

À qui la ville de demain appartient-elle ?

[Page 3](#)

ALIMENTATION

Nourrir autrement la cité

[Page 5](#)

MOBILITÉ

Vers une "démotorisation" en douceur

[Page 11](#)

MÉTAMORPHOSES

Détournements urbains au quotidien

[Page 14](#)

ÉPHÉMÈRE

Friches : des projets économiques éphémères

[Page 20](#)

TRAVAIL

Comment les espaces de coworking modifient notre façon de travailler

[Page 24](#)

SAVOIRS

Ouvrir les portes de l'Université aux citoyens

[Page 28](#)

UTOPIE

La cité idéale. Une utopie qui traverse l'histoire

[Page 32](#)





COMMUNS URBAINS

À qui la ville de demain appartient-elle ?

Tout ce numéro en témoigne : l'espace public se transforme. Il demeure un espace commun, mais la perception de ce qui est commun évolue.

En quoi ? Le commun est sans doute moins qu'avant un espace vécu comme n'appartenant à personne qu'un espace qui, justement parce qu'il n'est à personne, appartient à tous. Cette appartenance collective n'équivaut toutefois pas à une propriété privée où chacun revendiquerait « sa parcelle » ; elle déborde largement le cadre de la possession. Il s'agit davantage d'une forme d'appropriation collective où les habitants, souvent regroupés en collectifs, utilisent l'espace public à des fins communes (échanger des biens, créer de la relation, produire du beau, de l'inattendu, de la réflexion pour ceux qui le traversent, etc.). On ne veut pas *sa part*, on cherche à produire *une expérience partagée* dans laquelle chacun à sa place.

Cette réappropriation de l'espace public ne vient pas de nulle part. On en lit les prémices dans le mouvement des communs qui s'est revitalisé autour des travaux d'[Elinor Ostrom](#). Selon cette chercheuse, prix Nobel d'économie en 2009, les communs (ou *commons*) sont des ressources matérielles ou immatérielles dont la régulation échoit aux usagers et échappe ainsi à l'alternative traditionnelle privée ou public. Un puits, par exemple,

pourra être entretenu par son propriétaire, qui a intérêt à faire durer la ressource, ou par une institution publique, qui le fait au nom de tous. Mais un collectif d'usagers peut aussi le gérer en formulant des règles d'accès justes qui permettent de préserver la ressource. Cette notion est également applicable à l'espace public et l'on parle désormais de *communs urbains*. Ici, c'est l'espace commun de la ville qui est considéré comme un bien commun et des collectifs sont invités à collaborer avec l'institution pour la gestion de celui-ci. [De multiples expériences ont lieu en Europe](#), notamment à la suite de la ville de Bologne, en Italie, qui a rédigé en 2014 une [charte de gestion des communs urbains](#) associant les habitants.

Ce mouvement de réappropriation de l'espace public en revivifie les usagers, fabrique du lien, anime la ville et invite à la penser différemment. Il constitue indéniablement une opportunité à saisir pour une ville davantage partagée, mais aussi plus agile et inventive. On ne peut refermer ce dossier sans attirer l'attention sur quelques points de vigilance. Ne doit-on pas veiller à ce que l'appropriation collective de l'espace public et de certains communs urbains ne tourne pas en privatisation par un petit groupe ? Les règles d'accès à un jardin partagé, par exemple, peuvent devenir excluantes pour des personnes fragiles ou qui n'osent participer. Un second point de

vigilance est celui du transfert de charge, même partiel, de la gestion de l'espace public de l'institution vers les collectifs. De nouveaux modèles sont à trouver pour mieux soutenir les participations des habitants dans la gestion des communs urbains, notamment l'accompagnement juridique et financier. Enfin, hacker la ville est un acte de piratage. Il est certainement illusoire et peu souhaitable d'imaginer que l'ensemble des pratiques de détournements de l'espace public entre dans des processus de légitimation institutionnelle. Ainsi, devons-nous accepter que la ville recèle des espaces de chaos nécessaires et que le jeu du chat et de la souris entre institutions et pirates contribue à la rendre vivante.

L.V





ALIMENTATION

Nourrir autrement la cité

Ce que les sociétés produisent et consomment pour se nourrir révèle leur structure profonde. Manger bon et sain dans le respect de la nature et des êtres est l'horizon à atteindre. Au cœur des villes, des initiatives citoyennes réinventent chaque jour notre rapport à l'alimentation.

Connue comme la capitale de la gastronomie, l'agglomération lyonnaise est aussi une pépinière d'initiatives liées à l'agriculture et l'alimentation. On ne compte pas moins d'une quarantaine d'associations dans ce domaine. Le réseau des Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), qui met en lien direct producteurs et consommateurs locaux, affiche 43 points de vente dans le Rhône. Le projet des [Petites Cantines](#) (voir le reportage photo ci-après), lancé en 2015 à Vaise (Lyon 9), se veut être un outil de lutte contre l'isolement social et la solitude, où l'on cuisine et déjeune autour d'une table commune afin de favoriser les liens sociaux de proximité. L'association [Cannelle et Piment](#), créée à la fin des années 80 à Vaulx-en-Velin, est labellisée « entreprise solidaire ». L'objectif est le développement local, la création de liens de sociabilité à l'échelle d'un quartier au sein d'une structure entrepreneuriale. Le projet de [La Cuisine partagée](#), qui a vu le jour en 2016, gère un espace de coworking pour cuisiniers de l'agglomération lyonnaise, à l'attention des professionnels et du grand public. Il en existe bien d'autres.

Des associations investissent le terrain habituellement réservé à l'action sociale, quand d'autres, issues du secteur social, utilisent l'alimentation comme nouvel outil d'intégration. À Lyon, Habitat et Humanisme, dont l'activité principale est la création de logements sociaux et solidaires, gère ainsi des espaces de rencontres et de restauration, les [Escalaes solidaires](#). Ouverts à tous, on peut y déjeuner pour 2€, échanger avec ses voisins

autour d'un café et aussi bénéficier de la consultation gratuite offerte par un opticien ou rencontrer des entrepreneurs qui recrutent... Autre initiative : début octobre 2018, à la Croix-Rousse, une cantine est aménagée dans un ancien collège réquisitionné par les habitants du quartier pour soutenir les mineurs migrants isolés vivant dans la rue.

Quand s'alimenter devient un acte militant

Ces associations sont-elles en train d'inventer de nouveaux modèles d'échanges marchands ? Font-elles réellement preuve d'innovations sociales ? Comment définir leurs pratiques ? Sont-elles viables économiquement ? Quel type de population touchent-elles ? Autant de questions que posent les chercheurs en sciences humaines de l'Université de Lyon. Sociologue et Maître de conférences à l'Université Lumière Lyon 2, Diane Rodet enquête depuis plusieurs années sur « [Les visages multiples de l'alimentation engagée](#) » (*Anthropology of food*, sept. 2018). Les associations, entreprises ou coopératives qui « s'engagent » mettent toutes en avant des valeurs morales ou éthiques. Elles défendent le localisme, une alimentation saine (bio, raisonnée etc.) et la préservation du lien social dans les échanges économiques. Leur empreinte est avant tout locale, ce qui ne les empêche pas d'essaimer un peu partout sur le territoire national. En 2015, la France comptait plus de 2 000 Amap. Les Petites Cantines ont ouvert trois espaces à Lyon, un quatrième

restaurant participatif dans la région lilloise et trois autres projets s'appêtent à voir le jour à Annecy, Strasbourg et Nantes.

[La Ruche qui dit oui](#), fondée en 2010 par trois associés, se réclame elle aussi de cette prise de conscience liée à l'alimentation. Son slogan ? « *Mangez mieux. Locaux, frais, fermiers : découvrez et cuisinez les meilleurs produits de votre région.* » Diane Rodet, mène une enquête depuis mars 2016 sur cette entreprise d'un nouveau type et plus largement sur le système agro-alimentaire alternatif ([lire son entretien](#)). Son investigation pose un regard qui bat en brèche les préjugés, révélant les arcanes d'une activité qui se veut à la fois éthique et marchande.

Une volonté de mettre à distance les rapports marchands

La recherche menée par Diane Rodet a mis en exergue des différences entre les acteurs du milieu. Les plus notables sont celles liées à « *la mise à distance des rapports marchands* » et à la manière dont le pouvoir s'exerce. Ainsi, La Ruche qui dit oui, société de l'industrie numérique, a développé une application pour mobile. Le consommateur peut commander et se faire livrer à domicile sans rencontrer le moindre producteur. À l'inverse, les Amap plébiscitent un lien direct, sans intermédiaire, entre le producteur et les consommateurs. La mise à distance des rapports marchands est donc plus ou moins accentuée par les technologies du numérique.

Les sites internet informent, communiquent les valeurs, facilitent les échanges et parfois les prises de commande. Ils sont aussi parfois construits pour influencer les modes de consommation ou, pour optimiser et accélérer la distribution. Le numérique est pour les uns, une organisation horizontale de la hiérarchie, pour les autres, une chaîne de commande qui ne se conçoit que verticalement. En revanche, quelle que soit l'organisation, tous semblent émettre la volonté d'intégrer un réseau, de s'engager, d'agir en tant que consommateur responsable, conscient des enjeux en matière d'alimentation. L'éthique et la volonté de créer des liens motivent les actions.

Permettre une alimentation de qualité pour tous

Ces initiatives participeraient à la naissance d'une nouvelle forme d'économie équitable. C'est en tout cas le constat fait par Alexandrine Lapoutte, maîtresse de conférences en sciences de gestion (Université Lumière Lyon 2), Clara Lohier-Fanchini, chargée d'études (Université Lumière Lyon 2) et Séverine Saleilles, maîtresse de conférences en sciences de gestion (Université Claude Bernard Lyon 1). Les chercheuses ont analysé les liens entre les structures associatives et les entreprises marchandes impliquées dans l'aide alimentaire. Leur étude sur le partenariat entre Biocoop et le Gesra (réseau des épiceries sociales et solidaires d'Auvergne-Rhône-Alpes) est parvenue à démontrer la création d'une réelle avancée. Elle a mis au jour une transformation sociale innovante :

« *L'approvisionnement de l'aide alimentaire par les grandes et moyennes surfaces étant aujourd'hui fondamentalement lié au gaspillage massif qu'engendre la grande distribution, il est nécessaire de repenser le rôle des grandes surfaces en prenant en compte la lutte contre le gaspillage alimentaire. Le reversement des marges réalisées sur les collectes est une particularité innovante du partenariat observé.* »

Ce type de partenariat peut-il réellement favoriser la justice alimentaire ou l'accès à une alimentation de qualité pour tous ? Oui, répondent-elles, à la condition toutefois que l'entreprise à but lucratif et que l'association à but non lucratif partagent des valeurs communes et un fonctionnement proche, dans le contexte d'une économie sociale et solidaire. Et d'alerter cependant : « *Ces nouveaux échanges et accroissements de solidarités de type démocratique sont porteurs d'un risque de perte progressive d'une solidarité institutionnalisée.* » Ces initiatives marquent-elles une nouvelle façon d'investir la cité

et de faire évoluer les consciences ? Les enjeux liés à l'alimentation interrogent le rapport à la nature et à l'Autre, la santé, l'économie, la politique. À l'heure de l'Anthropocène, l'alimentation est plus que jamais au cœur des préoccupations. Pour les uns, elle est le moyen de donner du sens à son activité. Pour d'autres, c'est une source d'investigations scientifiques. Parce que la cuisine fait le lien entre nature et culture, comme le rappellent avec pertinence les chercheurs en sciences humaines.

F.F

Les Petites Cantines : renouer les liens en préparant le repas

La cuisine est le pivot central autour duquel s'organise l'action de cette association. À Lyon, trois restaurants participatifs ont ouvert dont un au 74 rue de la Charité.

Il est 9h30, les premiers adhérents arrivent. On dresse la table du petit-déjeuner. Marie, maîtresse de maison, selon le terme employé par l'association, invite les convives à se présenter par leur prénom et à partager un commentaire ou un événement positif. Ici, le tutoiement est de rigueur. De quoi faciliter l'instauration d'un climat propice à l'échange et à la confiance. Une fois le menu du jour commenté, on passe en cuisine.

L'instant partagé autour des casseroles, la préparation en commun d'un repas complet, le dressage de la table ainsi que la plonge et le nettoyage des lieux après le service créent des liens de proximité singuliers. Échanger les yeux embués par les échalotes émincées, bavarder en surveillant la cuisson des tartes, discuter un rouleau à pâtisserie à la main, oriente les discussions. Les langues se délient selon les caractères de chacun. À table, les groupes se forment selon les liens nouvellement créés, les affinités, ses connaissances.

L'atmosphère participative prend des airs de pension de famille. Il appartiendra ensuite à chacun d'approfondir cette expérience culinaire et relationnelle. L'exercice a ses limites que les sociologues étudient comme des territoires où s'inventent de nouvelles formes de sociabilité urbaine et d'engagement, à l'écart des partis politiques et des institutions. Aux Petites Cantines, une vingtaine de couverts en moyenne sont servis chaque jour.



Autour du plan de travail, tous les âges et toutes les origines sont unis dans la préparation du déjeuner. L'expérience de l'altérité est perçue positivement. Au premier plan, Paul, 13 ans, en stage de 3e, Mohamed, 17 ans, réfugié guinéen, Marianne, 62 ans, sans emploi, Albert, 55 ans, cuisinier à domicile et Roland, 71 ans, retraité.



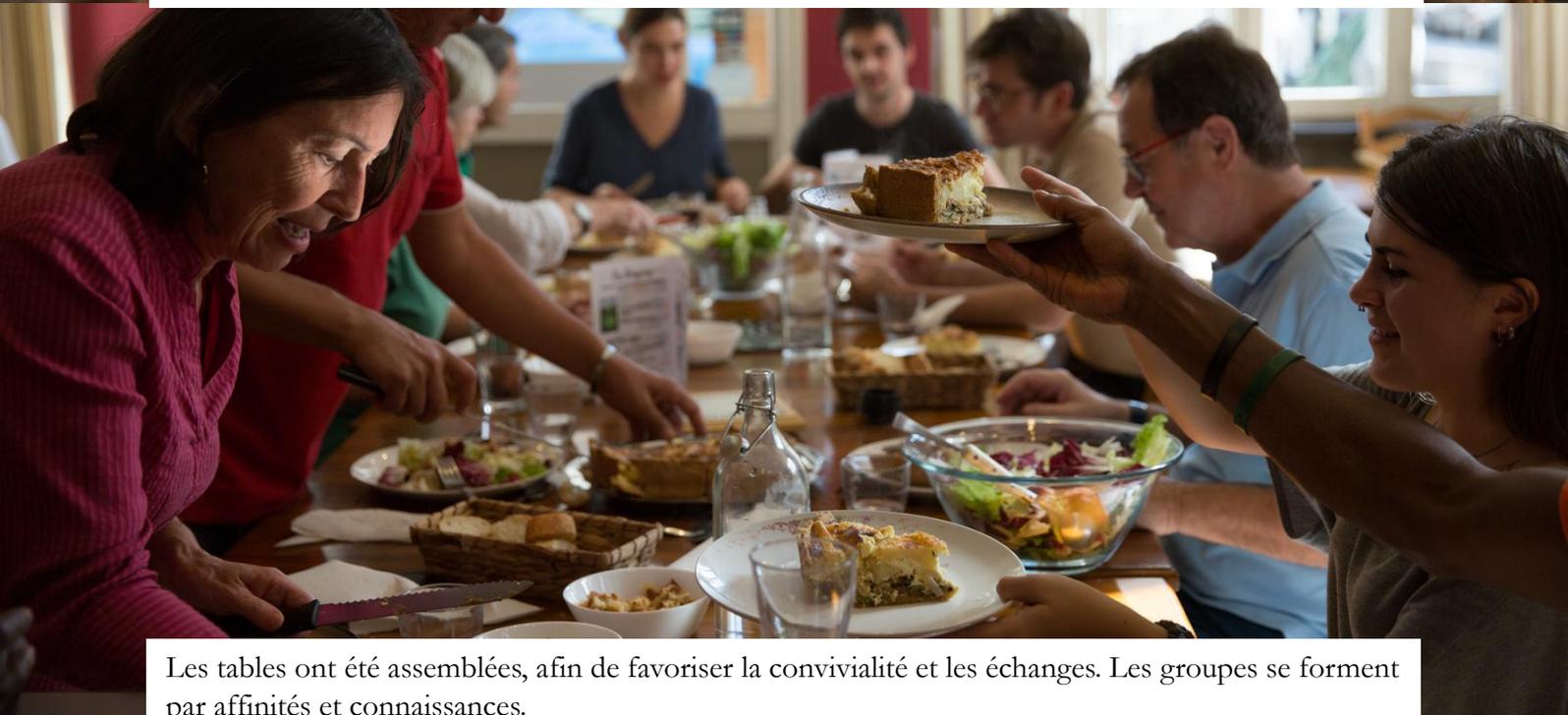
Garance, 20 ans, en service civique, a fait le choix des Petites cantines pour concrétiser sa volonté de s'engager au service de l'intérêt général. « *Ce qui me touche c'est la volonté de créer du lien social, de donner un sens à l'activité professionnelle.* »



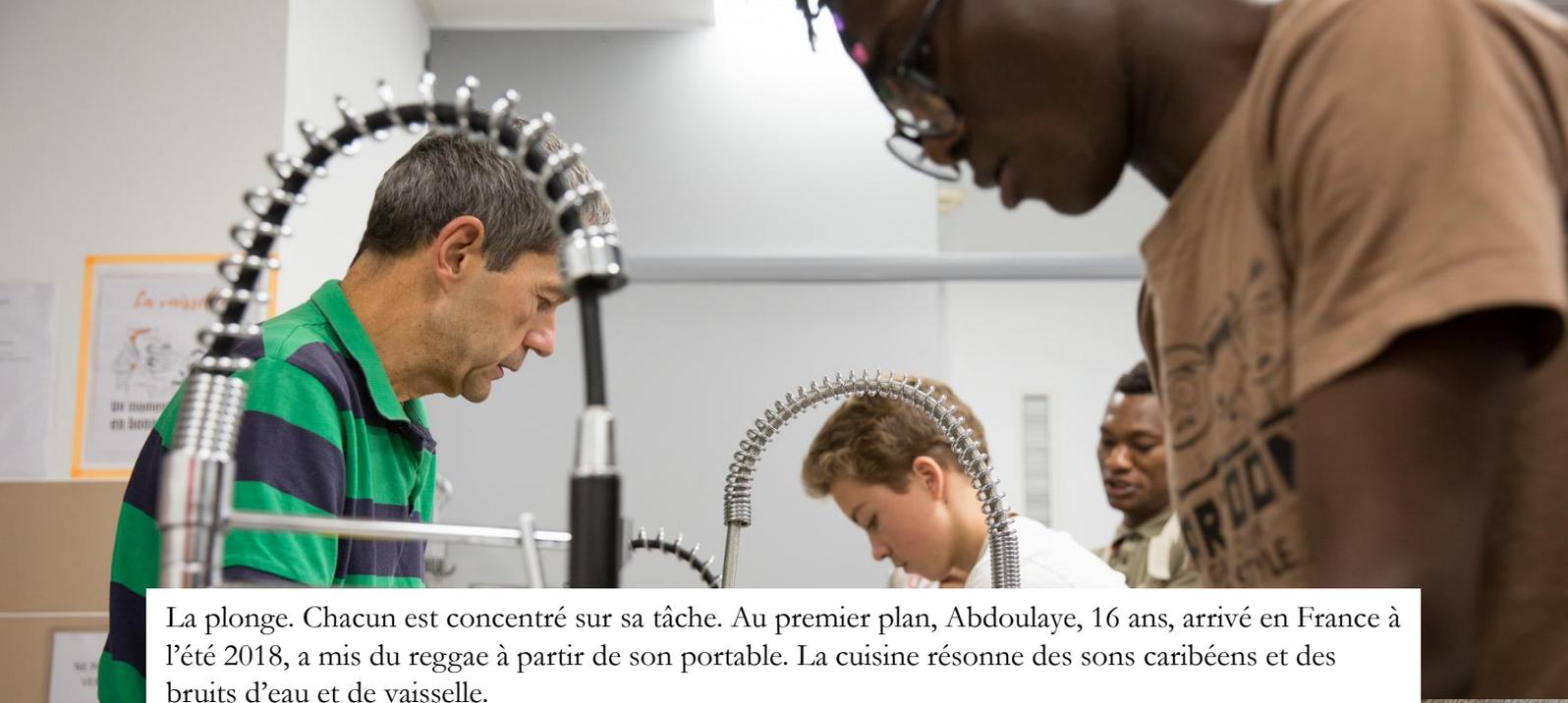
Marianne, Mohamed et Paul organisent la tablée. Comme à la maison, on prépare la cuisine, on débarrasse et on fait la vaisselle...



Garance, 20 ans, en service civique, a fait le choix des Petites cantines pour concrétiser sa volonté de s'engager au service de l'intérêt général. « *Ce qui me touche c'est la volonté de créer du lien social, de donner un sens à l'activité professionnelle.* »



Les tables ont été assemblées, afin de favoriser la convivialité et les échanges. Les groupes se forment par affinités et connaissances.



La plonge. Chacun est concentré sur sa tâche. Au premier plan, Abdoulaye, 16 ans, arrivé en France à l'été 2018, a mis du reggae à partir de son portable. La cuisine résonne des sons caribéens et des bruits d'eau et de vaisselle.



Barthélémy Jaillardon, 29 ans, diplômé en cuisine. « *Moi ce qui me motive, c'est de voir les gens se sentir comme à la maison. L'envers du décor, c'est le stress inhérent aux responsabilités. Savoir être accueillant, mettre ses soucis de côté, prendre sur soi, mais tu te sens utile parce que tu vas permettre à quelqu'un de passer un bon moment.* »



Marie Huvenne-Petrich, 22 ans, diplômée en cuisine. « *Cuisiner du homard bleu de Bretagne pour des clients qui gagnent 400 fois le SMIC ne m'intéressait plus. C'est important d'avoir une activité qui ait du sens. Ici, aux Petites Cantines, je rencontre tous les jours des gens différents. C'est un investissement qui occupe l'esprit après les heures de travail mais c'est enrichissant.* »

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsciences.universite-lyon.fr

Lire : Les nouveaux enjeux de l'alimentation engagée

L'émergence dans le débat public de nouvelles formes d'échanges autour de

l'alimentation souligne la dimension politique de l'économie sociale et solidaire. Explications par Diane Rodet, Sociologue au centre Max Weber et maîtresse de conférences à l'Université Lumière Lyon 2.

Regarder : Quelle justice alimentaire pour demain ?

Comment lutter contre inégalités liées à l'alimentation ? Séverine

Salleilles, Maître de conférences en sciences de gestion à l'Université Claude Bernard Lyon 1 et chercheure associée au laboratoire COACTIS, développe une réflexion autour d'une justice alimentaire qui prend en considération tant les qualités nutritionnelles et gustatives des aliments que l'impact social et environnemental de leur production.



MOBILITÉ

Vers une "démotorisation" en douceur

La façon de se déplacer au sein des grandes agglomérations a beaucoup évolué en quelques années. Bien que la voiture individuelle y occupe toujours une place de choix, celle-ci ne cesse de perdre du terrain au profit d'alternatives en tout genre.

Transports collectifs, autopartage, vélos en libre-service, covoiturage, scooters et autres trottinettes électriques en « *free-floating* »*... Nous avons désormais l'embarras du choix pour cheminer à travers la ville autrement qu'avec notre voiture. Néanmoins, chacune de ces solutions étant souvent adaptée à un environnement donné, le citoyen a de plus en plus tendance à jouer la carte de la complémentarité pour organiser ses déplacements. Avec la diversification des offres de mobilité émergent ainsi les concepts de multimodalité et d'intermodalité consistant à combiner différents moyens de transport pour se déplacer. « *Le citoyen joue un rôle crucial dans l'émergence de ces nouvelles manières d'être mobile, car c'est lui qui décide ou non de s'approprier une innovation* », souligne Olivier Klein, directeur-adjoint du Laboratoire Aménagement Economie Transports (LAET, Unité CNRS/Université Lumière Lyon 2/ENTPE), où il étudie les déterminants des comportements de mobilité. Visant à cerner le rapport que les jeunes urbains entretiennent de nos jours avec l'automobile, l'enquête Evolmob a été menée auprès d'un panel de citoyens des agglomérations de Lyon et de Grenoble âgés de 18 à 35 ans. Publiés en 2016 dans le cadre du [Forum Vie Mobiles](#), ces travaux montrent que l'acquisition d'une voiture et son utilisation par les jeunes urbains diminue pour la première fois depuis plusieurs décennies au profit d'autres formes de mobilité : « *Perçue avant tout comme un objet fonctionnel par les jeunes interrogés, la voiture ne reflète plus chez*

eux une forme de réussite sociale, mais est au contraire de plus en plus perçue comme une contrainte », analyse Pascal Pochet, économiste au LAET ayant contribué à cette étude.

« L'aire de pertinence d'utilisation de la bicyclette est passée de 5 à 10 km »

Tandis que la voiture individuelle perd progressivement du terrain en milieu urbain en faveur d'une mobilité douce et active comme le vélo et la marche à pied, la situation reste plus nuancée à l'échelle de l'agglomération. Ainsi, si la part modale** de l'automobile a diminué de 6% dans le Grand Lyon entre 2006 et 2015, sur la même période, elle a augmenté de 4% dans l'Est de la métropole. « *Bien que cette tendance à la "démotorisation" se généralise dans les centres-villes, on observe en parallèle une poursuite de la croissance de l'utilisation de l'automobile dans les secteurs où l'étalement urbain est le plus marqué, ces derniers étant de fait moins bien desservis par les transports en commun* », détaille Olivier Klein. Si pour des raisons d'ordre économique, les acteurs publics de la mobilité ne peuvent se permettre de développer davantage le transport collectif dans ces quartiers à faible densité de population, d'autres solutions à la fois peu coûteuses et faciles à mettre en place existent. Alors que l'utilisation du vélo à assistance électrique s'est aujourd'hui largement démocratisée, il n'est, par exemple, plus du tout utopique de le considérer comme une alternative sérieuse à la voiture individuelle, y compris dans le périurbain. « *Grâce*

au vélo à assistance électrique, l'aire de pertinence d'utilisation de la bicyclette est passée de 5 à 10 km autour de notre domicile, ce qui demeure en dessous de la distance moyenne parcourue chaque jour par un habitant de l'agglomération lyonnaise », précise Pascal Pochet. Pour peu que les collectivités locales incitent à son utilisation en subventionnant ou en développant les pistes cyclables vers la banlieue, le vélo à assistance électrique a sans doute une belle carte à jouer dans le paysage urbain actuel.

* Ce système de location en libre-service sans station permet de louer un vélo, une trottinette ou un scooter électrique via une simple application pour smartphone, sans la contrainte de devoir restituer le véhicule en un endroit précis.

** Proportion de trajets quotidiens effectués à l'aide d'un même mode de transport à l'échelle d'un territoire donné.

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsciences.universite-lyon.fr

Interview : [Partagée et moins subie. Quelle mobilité demain ?](#)

Face à la croissance des agglomérations et leurs cortèges d'embouteillages, de nouvelles manières de se déplacer en milieu urbain émergent peu à peu. Éclairages avec Emmanuel Ravalet, chercheur en économie des transports à l'Université de Lausanne en Suisse et chef de projet au bureau d'étude Mobil'Home.

« Parler de mobilité, c'est prendre en compte les conditions préalables au mouvement des habitants »



Florence Paulhiac Scherrer | Professeure à l'Université du Québec à Montréal et accueillie par le Collegium de Lyon, pour mener son projet de recherche au Laboratoire Aménagement, Économie, Transports.

Les grandes métropoles ne parlent plus des transports, mais de la mobilité. Que traduit ce changement sémantique ?

Alors que les politiques publiques centrées sur le transport se réfèrent uniquement aux réseaux de transport collectif, la notion de mobilité tient également compte des modes de déplacement privilégiés par les usagers, des raisons de leurs déplacements, ainsi que des ressources financières et cognitives qu'ils sont capables de mobiliser pour effectuer ces trajets. En substituant la politique de mobilité à celle des transports, les collectivités

choisissent donc de complexifier l'éventail des enjeux auxquels elles doivent faire face. Une telle décision incite notamment à mieux prendre en compte les conditions préalables au mouvement de l'ensemble des habitants d'un même territoire urbain.

Comment ces enjeux d'égalité d'accès à la mobilité sont-ils assurés par les pouvoirs publics ?

Ces derniers mettent le plus souvent en place une politique tarifaire visant à rendre les transports collectifs socialement plus justes pour les chômeurs, les étudiants, les retraités ou les personnes en situation de handicap. La France est très en avance sur ces questions, certaines villes allant même jusqu'à instaurer une forme de tarification solidaire selon le niveau de revenu de chaque ménage. La réflexion des agglomérations en matière de mobilité s'oriente par ailleurs de plus en plus vers la notion d'accessibilité spatiale. En tenant compte de critères comme la pénibilité, le confort ou l'efficacité des divers modes de déplacement dont dispose une personne au voisinage de son domicile, on peut alors lui proposer la solution modale la moins contraignante pour rejoindre son lieu de travail.

Pourquoi la voiture individuelle reste-t-elle le premier moyen de locomotion du citoyen malgré les efforts déployés par de nombreuses agglomérations pour

Bien que l'on n'ait jamais autant investi dans le développement des transports collectifs et des modes de transport alternatifs, la dépendance à l'automobile reste en effet très présente dans les grandes villes. Cette situation qui peut sembler paradoxale est en grande partie liée à la physionomie de nos métropoles, à savoir un territoire très étendu où la périphérie reste peu propice au développement du transport collectif du fait de sa trop faible densité de population.

Le covoiturage et l'autopartage peuvent-ils permettre de réduire l'utilisation de la voiture individuelle dans ces quartiers périphériques ?

Dans ces lieux, l'objectif n'est pas de faire disparaître l'automobile, mais plutôt de diminuer ses effets négatifs, comme la congestion du trafic routier. En ce sens, la voiture partagée et le covoiturage peuvent constituer des alternatives intéressantes. Toutefois, pour que ces nouvelles formes de mobilité parviennent à s'imposer dans le paysage urbain, elles devront d'abord faire la démonstration d'une efficacité similaire à la voiture individuelle et ce en dehors de tout avantage écologique ou économique. Car les gens se sont pas tant attachés à leur voiture qu'à la très grande efficacité qu'offre ce mode de déplacement dans n'importe quelle circonstance.

G.F

La métropole lyonnaise réinvente sa mobilité

La mobilité constitue l'un des quatre piliers de la stratégie « Métropole intelligente » du Grand Lyon.

Dans ce domaine, l'agglomération a notamment conçu, en 2015, l'application mobile Optimod'Lyon et le site OnlyMoov. Nourris en permanence par les données des usagers, ces deux outils numériques permettent de calculer la durée de ses déplacements en temps réel selon le ou les moyens de transport utilisés. L'innovation en matière de mobilité passe aussi par la poursuite des investissements dans les transports en commun, l'extension régulière du réseau de pistes cyclables, qui devrait atteindre les 1000 km à l'horizon 2020, et l'incitation active au covoiturage et à l'autopartage. Au sud de la ville, la transformation annoncée de l'autoroute A7 en boulevard urbain participe de cette même volonté de repenser la mobilité à l'échelle de la métropole. Tout en réduisant le trafic automobile de moitié, le projet a été pensé pour inciter les automobilistes à privilégier le covoiturage, une voie de circulation devant leur être exclusivement dédiée. Et pour convaincre toujours plus de citoyens de se tourner vers cette forme de mobilité partagée, la métropole songe à mettre en place un système de régulation dynamique de l'infrastructure routière. L'objectif de la mesure : permettre aux covoitureurs d'emprunter les couloirs de bus dès lors qu'ils ne sont pas utilisés par les véhicules du Sytral.



Small caption card with text and a logo.



Small caption card with text and a logo.



Small caption card with text and a logo.

MÉTAMORPHOSES



Détournements urbains au quotidien

Échanger

La ville est par excellence le lieu de la circulation, plus rarement celui de l'échange de biens. Aujourd'hui, en tout cas. Car, comme le souligne l'historien Maurice Garden, la rue du Moyen-Âge est, elle, encombrée de tréteaux sur lesquels tout se vend, les boutiques ne servant que de lieux de stockage. Cet immense marché qu'était la rue s'est progressivement organisé et

aseptisé. Contre ce mouvement d'hyperstructuration, des échanges réapparaissent des formes plus libres et spontanées, voire sauvages. Certaines, telles les boîtes à livres ou les « givebox », visent à créer de la convivialité, du lien entre habitants. Associatives, municipales ou installées par des particuliers, ces boîtes permettent de créer une circulation non marchande des biens. Échanger dans l'espace public peut ainsi prendre une forme

militante. Par exemple, les « dead drops », ces clés USB scellées dans les murs qui permettent d'échanger des données numériques ! Certains, qui n'ont pas de voiture, le temps ou simplement l'énergie d'aller jusqu'à une « donnerie » officielle, se contentent de déposer dans la rue un réfrigérateur, un meuble, un fond de placard ou de cave... avec un panneau invitant le passant à se servir.



Communiquer-militier

La rue est traditionnellement un lieu d'expression et de contestation. Si l'espace public est constitué de signes légaux (panneaux indicateurs, enseignes commerciales, publicités, etc.), il est régulièrement « hacké » par tous ceux qui souhaitent s'exprimer librement. Visibles mais pas toujours lisibles, les tags sont une signature par laquelle leurs auteurs s'approprient les lieux. Des habitants ou des passants anonymes

s'échangent des messages, passent des annonces, sur une porte, un mur. Les artistes s'expriment eux-aussi dans la rue, contraignant le passant à une confrontation avec un art parfois militant. Certains nous enjoignent à une plus grande vigilance sur le fonctionnement de notre société. D'autres ont entrepris de renommer les rues pour souligner combien les femmes sont absentes de cette mémoire collective. D'autres encore, détournent les espaces publicitaires

pour lutter contre la consommation et la « pollution visuelle ». Il y a également ceux, comme Faites-les parler, qui nous invitent à contribuer à une œuvre collaborative autour des personnalités médiatiques ou politiques. Ainsi, grâce à tous ces détournements, la rue redevient cette agora si chère aux Grecs, un lieu d'échange et d'élaboration d'idées, comme elle le fut lors du mouvement Nuit debout en 2016.



Réparer – embellir

Si l'espace public est le lieu de tous, son aménagement et son entretien dépendent des institutions publiques, seules compétentes. Pourtant, nombreux sont ceux qui interviennent et, apportant leur touche personnelle, réparent ou embellissent la ville. L'un des exemples les plus connus, et dont Ememem est emblématique (lire son interview), est celui du flacking, cet art de raccommoder qui consiste à reboucher les nids-de-poule avec

des fragments de carrelage. D'autres utilisent des Lego comme une pièce réparant un mur. Les deux n'offrent évidemment pas la même solidité, mais elles ont en commun de détourner le matériau réparé pour embellir la ville. C'est aussi une démarche que poursuivent de très nombreux artistes qui insèrent leurs œuvres dans l'environnement. Ainsi, les fleurs que CAL colle et intègre à la végétation réelle produisent une réalité augmentée de la ville ! Certains « customisent » le mobilier urbain, ici une poubelle, là une

vespasienne. D'autres peignent sur les murs, y collent des tableaux, des objets, des sculptures ou exposent leurs photos. D'autres encore se livrent au yarn bombing, une pratique qui consiste à habiller poteaux et rampes d'escalier de tricot. Réparation, embellissement, ludification aussi, comme le font certains artistes qui sèment des objets ou des cartes à retrouver et transforment ainsi la ville en terrain de jeu.



Habiter – se nourrir

L'espace public est de plus en plus investi par des habitants qui en font une extension de leur habitation ou de leur balcon. On se réapproprie la rue pour y faire pousser des plantes aromatiques, on cultive des jardins partagés, on dépose ses déchets biologiques pour les transformer en compost, etc. L'association Incroyables comestibles dispose, par exemple, des bacs dans l'espace public pour y planter des légumes et, dans certaines rues, des habitants

fabriquent eux-mêmes des jardinières avec des palettes de bois. Entre agriculture urbaine, DIY (« do it yourself ») et embellissement, il s'agit bien souvent de pratiques de loisir qui permettent de vivre la ville autrement, d'y tisser des liens, de s'y détendre. Cet investissement de la ville se concrétise aussi, l'été, dans de nouvelles formes d'« habiter ». Ici on paie un ticket de stationnement pour y placer la table du déjeuner. Là des hamacs se tendent entre les arbres, on passe la nuit dans les parcs en jouant de la

musique, en dansant, en buvant un coup... Autant d'occasions de pousser les murs de son appartement et de se rencontrer. La rue devient maison ouverte. Mais ces pratiques récréatives choisies ne doivent pas masquer les situations subies où la rue est le seul espace possible où habiter. Des cartons, parfois une tente, un duvet, un réchaud, la promiscuité et la galère... la rue investie par nécessité est aussi une prison.

L.V



Nourriture à
partager



Servez-vous librement, c'est gratuit !

Je ne suis pas une poubelle ! Prenez soin de moi, arrosez-moi si vous voyez que j'en ai besoin. Merci de ne pas prendre les plantes entières, prenez quelques feuilles ou fruits, que tout le monde puisse en profiter.

Incroyables Comestibles Lyon

Rejoignez-nous ! <http://www.incroyablescomestibleslyon.org>

IncroyablesComestiblesLyon

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsciences.universite-lyon.fr

Lire : Ememem, street-artiste qui raccommode les rues

Sans doute vous êtes-vous déjà arrêté devant ces chutes de carrelage colorés comblant un trou dans le bitume du trottoir ou de la rue. Ememem en a fait sa marque de fabrique. Il nous parle de cette activité poétique et artistique qui interroge le passant.

Lire : Incroyables comestibles. Nathalie cultive un potager de rue

Membre des Incroyables comestibles, Nathalie présente l'action de ce mouvement citoyen qui met à la disposition de tous des bacs où chacun peut cultiver des plantes comestibles.

Regarder : CAL. La customisation de la ville à la portée de tous

Les démarches de détournement de l'urbain sont poursuivies par de très nombreux artistes qui insèrent leurs œuvres dans l'environnement. Ainsi les fleurs que CAL colle et intègre à la végétation réelle produisent une réalité augmentée de la ville ! Interview.

Regarder : Faites-les-parler. La rue redevient une agora

La rue est traditionnellement un lieu d'expression et de contestation. Par exemple, des habitants ou des passants s'échangent des messages, passent des annonces, sur une porte, un mur. Les artistes s'expriment eux-aussi dans la rue. Certains, comme Faites-les parler, nous invitent à contribuer à une œuvre collaborative autour des personnalités médiatiques ou politiques. Interview





TRAVAIL

Comment les espaces de coworking modifient notre façon de travailler

Au cœur des villes, de nouveaux espaces de travail voient le jour. Dans un cadre convivial, à mi-chemin entre l'open-space et le salon d'appartement, ils valorisent la collaboration, l'expérimentation et la mixité des profils. Ils constituent aussi des laboratoires pour les chercheurs qui s'intéressent à l'organisation du travail.

Qu'on les appelle tiers-lieux, espaces de coworking, fab labs ou living labs, en moins de dix ans, les espaces de travail collaboratifs ont connu un développement fulgurant. [Dans le rapport qu'il vient de remettre au gouvernement](#), Patrick Levy-Waitz, président de la fondation Travailler autrement, en a dénombré près de 1 800 : c'est trois fois plus qu'attendu ! Au-delà de la variété de leurs dénominations et des réalités qu'ils recouvrent, ces espaces ont un point commun : ils cherchent à inventer de nouvelles façons de travailler. Créés par et pour des entrepreneurs, ils valorisent la collaboration, l'expérimentation et la mixité. Conçus à l'origine comme des alternatives au cadre classique des entreprises, ils intéressent de plus en plus ces mêmes entreprises qui y voient une source d'inspiration pour rendre leur organisation plus motivante et plus innovante.

Des espaces conçus pour favoriser les interactions et les possibilités de collaboration

L'émergence de cette nouvelle réalité socio-économique n'a pas manqué de susciter l'intérêt du monde universitaire. Plusieurs enseignants-chercheurs ont commencé à mener des études pour analyser les caractéristiques de ce

phénomène protéiforme. Parmi eux, [Julie Fabbri, professeure assistante en management de l'innovation à l'EMLyon Business School](#). Voilà plusieurs années qu'elle essaie de comprendre la manière dont ces espaces collaboratifs peuvent soutenir le développement des entreprises qu'ils accueillent. Dans sa thèse, elle s'est intéressée en particulier aux processus d'innovation ouverte et d'apprentissage collectif à l'œuvre dans les espaces de coworking. Au départ, constate-t-elle, « *ces lieux réunissent des organisations qui n'ont a priori ni intérêt ni volonté de collaborer. Ils viennent simplement profiter de ressources partagées pour mener leur activité propre.* » Ces ressources, ce sont un bureau, un accès wifi haut-débit, des salles de réunion, etc. « *Or, peu à peu, on voit les interactions se multiplier et donner lieu éventuellement à de la collaboration.* » Cela se manifeste, par exemple, sous la forme d'échanges de compétences, de formation entre pairs, d'organisation d'événements, voire de business commun. A quoi cela est-il dû ? s'est demandé Julie Fabbri.

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsciences.universite-lyon.fr

Interview : [« L'espace n'est](#)

[pas neutre, il doit être considéré comme un potentiel](#) ».

Julie Fabbri (EMLyon Business School).

La première chose qui frappe lorsqu'on entre dans un espace de coworking, c'est qu'on ne retrouve pas la configuration habituelle d'un lieu de travail. On remarque également des objets qui font partie de l'univers de la maison : canapés, poufs, cuisine, consoles de jeux... Rien de plus normal, ces espaces empruntent au [concept de « tiers-lieu », popularisé par le sociologue Ray Oldenburg](#) (*The Great Good Place*, 1989) : lieu de socialisation qui n'est ni le lieu de résidence ni le lieu de travail. Alors, suffit-il d'installer des canapés dans les bureaux pour mieux travailler ? Bien sûr que non, mais la configuration des lieux influence notre manière de travailler. « *L'espace n'est pas neutre, rappelle Julie Fabbri. Il est plus qu'une simple donnée de notre environnement. Il doit plutôt être considéré comme un potentiel, un réservoir et pas seulement comme un outil de contrôle ou d'instrumentalisation.* » Le fait de placer la cuisine au centre de l'espace de coworking ou d'installer les coworkers autour de grandes tables favorise ainsi les interactions et les possibilités de collaboration.

Agir sur l'environnement pour provoquer de l'intelligence collective

Ces aménagements sont aussi conçus pour favoriser la créativité des membres en les installant dans un cadre à la fois rassurant et stimulant sur le plan cognitif. C'est précisément à cette dimension que s'intéresse [Jean-Louis Magakian, professeur en stratégie et organisation à l'EM Lyon Business School](#). Comment organiser l'intelligence collective ? Avant de répondre à cette question, Jean-Louis Magakian propose de faire un tour par la philosophie. « *Nous, Français, sommes passablement influencés par le cartésianisme : " Je pense, donc je suis. " Tout se passe dans notre tête. Or, nos activités cognitives ne dépendent pas seulement du cerveau, comme l'a rappelé le neuropsychologue Antonio Damasio, qui, à la suite de Spinoza, a réaffirmé la primauté du corps et des émotions dans la formation de l'esprit.* » Les philosophes de l'esprit actuels vont même plus loin : ils considèrent que les activités cognitives s'étendent aux « objets » qui entourent le sujet (courant de « l'externalisme cognitif »). Nous pensons par le biais des objets de notre quotidien : smartphones, notes, images, mais aussi situations, personnes ou mots. Bref, tout ce que contient notre « sphère cognitive. » *« Ce n'est pas notre cerveau seul qui pense, mais la totalité de cette sphère cognitive qui réalise, ouvre et réduit nos capacités mentales. »* En agissant sur ces objets, il est donc possible d'influencer les pratiques de pensée.

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsciences.universite-lyon.fr

[Interview : « Aujourd'hui, l'enjeu est d'organiser des pratiques collectives de pensée dans les organisations. »](#)

Jean-Louis Magakian (EM Lyon Business School).

Si au XX^e siècle, les espaces de travail étaient configurés en fonction des tâches à accomplir, ils sont aujourd'hui davantage conçus pour générer de l'intelligence, de l'innovation, de la créativité. « *L'enjeu est de provoquer la pensée*, résume Jean-Louis Magakian. *A la manière de ce qui vous arrive lorsque vous trouvez fermée la porte de la pièce de laquelle vous voulez sortir. Aussitôt questions, hypothèses, solutions vont se bousculer dans votre esprit en vue de réaliser votre souhait : sortir de la pièce.* » C'est ce qu'empiriquement ont compris les créateurs des espaces de travail collaboratifs en cassant les codes de travail habituels : spatiaux, hiérarchiques ou de métiers. Ainsi dans les fab labs, ces « usines collaboratives », on peut donner forme à ses idées comme à [You Factory](#) Lyon), qui met des machines et des compétences à la disposition de ceux qui veulent réaliser des prototypes. Citons également les living labs, lieux d'expérimentation pour imaginer les services de demain, comme [Le Tubà](#), toujours à Lyon, qui met ainsi en relation usagers, startups et entreprises afin qu'ils dessinent ensemble les contours de la Smart City. Ces lieux pionniers ont développé de vrais savoir-faire dans le domaine de l'innovation. Au Tuba, Martin Cahen est « designer de services ». Sa mission : réunir les bonnes parties prenantes et leur proposer un parcours qui va générer de la créativité. « *Nous avons mis au point une méthodologie qui aide les participants à sortir de leur cadre de pensée habituel, résume-t-il. Notamment en utilisant l'intelligence collective.* »

Le succès d'un espace de coworking dépend surtout de la qualité de son animation

Concrètement, comment faut-il agencer l'espace de travail pour favoriser la créativité et l'innovation ? « *Il n'y a pas de configurations types, prévient Julie Fabbri. Ce qui importe, c'est la multiplicité des espaces.* » Pour appuyer son raisonnement, elle reprend la typologie établie par E. T. Hall, un anthropologue américain

des années 1960, qui distingue espaces fixes, semi-fixes et non fixes. Les espaces fixes étant ceux définis par les murs ; les semi-fixes, par les meubles ; les non fixes, par la régulation sociale. Les plateaux de coworking sont caractérisés par l'importance des espaces semi- et non fixes. Les premiers correspondent à des zones que les utilisateurs peuvent s'approprier en fonction de leurs besoins : espaces pouvant accueillir des réunions, des cours, des ateliers, des conférences suivant les heures de la journée. Les seconds dépendent de la manière dont les utilisateurs occupent l'espace, s'installent les uns par rapport aux autres, entrent en relation pendant les moments de convivialité (café, repas...), participent ou non aux activités proposées par la structure, etc. Ces espaces sont généralement régulés par une charte ou un règlement intérieur qui permettent de faire perdurer le « collectif », comme on dit dans le rugby.

C'est là où intervient un élément essentiel des espaces de coworking : la gouvernance. Flairant le bon filon, certains centres d'affaires ont *relooké* leurs bureaux pour les rendre plus conviviaux sans pour autant parvenir à recréer la dynamique particulière qui règne dans ces espaces. « *Plus que l'aménagement, plus que la technologie, ce qui assure le succès et la pérennité d'un espace de coworking, c'est l'animation du lieu* », assure Philippe Guelpa-Bonaro, de La Cordée. Dans ce réseau de coworking né à Lyon en 2011, la tâche revient au « couteau suisse », personne qui, comme son nom l'indique, doit être fortement polyvalente. « *C'est lui qui crée du lien entre les membres, donne le rythme des journées, insuffle un état d'esprit positif et bienveillant* », témoigne Philippe Guelpa-Bonaro, qui a lui-même assuré cette mission avant de devenir responsable du bureau d'études du réseau (*voir son interview dans les bonus*). C'est ainsi que se construit peu à peu une communauté solidaire, créative, résiliente où se développent des liens de collaboration.

Une diversité qui encourage l'apprentissage par les pairs

Un autre trait caractéristique de ces espaces tient à la diversité des profils et des compétences réunis en un même lieu. Cette mixité favorise de nouvelles façons d'apprendre et de se former. Un phénomène auquel s'intéresse particulièrement David Vallat, enseignant-chercheur en management et en économie à l'Université Claude Bernard Lyon 1. « *Les espaces de travail collaboratifs permettent d'expérimenter un apprentissage par les pairs, observe-t-il. Il n'y a plus d'un côté l'enseignant qui sait et l'étudiant qui ne sait pas, mais des égaux qui essaient d'élaborer ensemble de nouvelles connaissances.* » En outre, cet apprentissage est le plus souvent orienté vers la réalisation : il s'agit d'apprendre pour faire. « *Dans ces espaces, les participants sont invités à entrer dans une démarche de recherche, d'expérimentation, incluant la possibilité de se tromper, note David Vallat. C'est comme ça qu'on apprend le mieux !* » De quoi donner des idées à ceux qui veulent rendre les organisations « apprenantes ».

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsciences.universite-lyon.fr

Interview : « On n'a pas trouvé mieux que l'apprentissage par l'expérimentation. »

[David Vallat \(Université Claude Bernard Lyon 1\)](#).

On comprend pourquoi l'expérience accumulée depuis bientôt dix ans par les espaces collaboratifs intéresse non seulement les entreprises, mais aussi les pouvoirs publics et les collectivités territoriales qui voient en eux un moyen de trouver des solutions inédites pour revitaliser certains territoires. L'État a promis d'apporter 60 millions d'euros dans une politique publique

d'aménagement de tels espaces. Un signe que le mouvement est parvenu à une certaine maturité. Reste à trouver les modèles économiques assurant la rentabilité de ces entreprises, encore trop peu profitables, sans perdre « l'âme » qui a fait leur succès.

B.dLF

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsciences.universite-lyon.fr

Interview : « Dans un espace de coworking, on cherche à faire tomber les cloisons, au sens propre comme au sens figuré. »

Une interview de Philippe Guelpa-Bonaro (La Cordée).

Le RGCS, un lieu de réflexion et d'expérimentation

Julie Fabbri, David Vallat et Jean-Louis Magakian sont tous trois membres du Groupe de recherche sur les espaces collaboratifs (RGCS). Ce réseau international, implanté dans une quinzaine de villes d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie, rassemble des chercheurs, des praticiens et des activistes. Il se veut à la fois un lieu de réflexion et d'expérimentation de nouvelles méthodes de travail et de production des connaissances. Il publie régulièrement articles, notes de recherche et livres blancs et organise des événements locaux et internationaux.





URBANISME

Friches : des projets économiques éphémères

Les lieux à revitaliser et l'urbanisme transitoire apparaissent de plus en plus intéressants pour des investisseurs, des collectivités, des bailleurs et des collectifs, qui y décèlent de nouvelles opportunités économiques.

Les crises successives des modèles urbains et économiques de la seconde moitié du XX^e siècle ont occasionné le délaissement de nombreux espaces dans nos villes. Ces hangars, ces docks à l'abandon, ces terrains vagues et autres usines désaffectées ne sont aujourd'hui plus seulement investis – licitement ou non – comme des espaces de refuge, de création ou d'échange par des squatteurs ou des artistes. Désormais, la rouille et les murs tagués suscitent la convoitise d'autres acteurs qui désirent enrichir l'occupation de ces friches d'une finalité « productive ».

L'urbanisme transitoire, à contre-pied du squat

Les squats, ces espaces vides occupés sans autorisation ni rétribution, sont de deux natures [selon Florence Bouillon](#) : « D'un côté, les *squats d'habitation*, adoptés par nécessité et révélateurs d'un "problème social" ; de l'autre, les *squats d'activités*, adoptés par conviction et vécus comme moyen d'émancipation. » Certains projets d'occupation transitoire de lieux se réfèrent à cette seconde acception et s'affichent comme la variation « légale et consentie » du squat. S'ils se revendiquent comme des héritiers de ce mouvement, c'est parce qu'ils en retiennent la dimension d'autogestion ainsi que l'objectif de satisfaire des besoins qui ne le sont pas ailleurs. Inspirées du squat ou non, les installations temporaires dans la ville se multiplient. À tel

point que le phénomène s'est institutionnalisé sous la dénomination d'« urbanisme transitoire ». Il s'agit de la concession temporaire d'un lieu par leur propriétaire (souvent une collectivité publique) dans le but d'optimiser économiquement, socialement ou culturellement cet espace avant qu'il ne soit détruit ou rénové.

Qu'ils s'affirment ou non comme successeurs des squatteurs ou des friches artistiques, les projets d'urbanisme transitoire proposent tous une approche *bottom-up* (du bas vers le haut) qui veut réactiver le dynamisme d'un quartier, au moins temporairement, par des propositions événementielles, sociales économiques ou culturelles.

Faire briller la poussière !

La récente acquisition par un groupe d'investisseurs privés d'une ancienne cimenterie à Albigny-sur-Saône, dans la périphérie lyonnaise, illustre cette volonté naissante de revitaliser des lieux vacants, tout en faisant valoir des projets économiquement « gagnants-gagnants ». Darwin, B17, Ile de Nantes... Tous ces projets s'attachent à conserver les codes et symboles de leurs utilisations passées. Reste à comprendre si l'objectif est uniquement patrimonial ou s'il s'agit de se réapproprier certains codes dits transgressifs et de *disneylandiser* le squat. Jacques Chalvin, investisseur du projet Ma Cimenterie, s'en défend. Jusque très récemment

squattée, l'ancienne usine albignolaise est une superposition unique de deux époques, de deux univers extrêmement différents, mais qui se combinent avec panache. D'abord, se dressent les impressionnantes bâtisses, rares vestiges industriels du début du siècle dernier dans la région. Ensuite, surgit la pellicule artistique sur les parois de toute l'usine, témoignage des occupations successives de squatteurs, de sans-abris et d'autres artistes, dans la poussière du béton vieilli.

Ici, les investisseurs souhaitent capitaliser sur l'image transgressive du squat qu'ils souhaitent conserver en quasi-totalité dans le projet final. Pour eux, il s'agit aussi de faire valoir leur rôle de défenseur du patrimoine industriel. Une double approche qui n'est pas contradictoire selon eux : ils assument en effet « viser un large public » sensible à ces deux facettes. Leur objectif est de créer un lieu de vie unique dans ce secteur périphérique : il rassemblera des services de restauration, des programmes de création artistique, des événements culturels ou professionnels ainsi que des loisirs festifs. Jacques Chalvin précise que la période précédant la rénovation (prévue d'ici deux ans) sera utilisée pour faire vivre le lieu, mais surtout pour rentabiliser et amortir une partie des frais liés aux travaux. L'éphémère se construit un business model !

Rentabiliser les occupations temporaires

Le « réemploi » dans la construction, l'aménagement et la reconstruction des villes n'est pas un phénomène nouveau. Les historiens et les architectes le connaissent bien. Ils utilisent le terme latin de *spolia* pour désigner des pièces artistiques ou architecturales de monuments historiques issues de bâtiments qui leurs sont antérieurs. Aujourd'hui, c'est autant pour des raisons financières qu'environnementales que les pratiques du réemploi des matériaux (bâtements, chutes, mobilier ancien...) sont remises au goût du jour dans les projets d'urbanisme transitoire.

En outre, le business model de l'éphémère est important dans cette

période intermédiaire entre l'acquisition du lieu et l'aboutissement du projet. S'étendant parfois sur plusieurs années, cet entre-deux impermanent était généralement synonyme de gouffre financier. Avec le cadre légal, normé et innovant de l'urbanisme transitoire, les collectivités, les bailleurs, les propriétaires et les porteurs de projets ont trouvé une solution de rentabilisation à ces lieux vacants. En effet, il n'y a plus besoin de gardiennage permanent, le patrimoine industriel est préservé et rénové, et les projets d'occupation temporaire ne participent pas uniquement au partage de la fabrique urbaine et au maintien du tissu social du quartier. Ils concourent également à l'optimisation du foncier et à

la financiarisation d'une partie du projet d'aménagement final du lieu.

S.B

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsciences.universite-lyon.fr

Interview : Opportunités et limites de l'urbanisme transitoire.

Michel Lussault, géographe, professeur de l'Université de Lyon et Directeur de l'École Urbaine de Lyon revient sur ce phénomène, son histoire et sa récente expansion au cœur de nos territoires.





De nombreux modèles d'occupation temporaire existent. Si beaucoup ont à voir avec une économie de la débrouille, de plus en plus d'acteurs cherchent à établir des modèles économiques à ce type d'occupation.



Globalement, la non-permanence s'accompagne d'une réflexion sur la volonté d'inventer d'autres types d'espaces de vie et de nouvelles manières de revitaliser un quartier



Hors des centres-villes, cette forme investissement de lieux délaissés peut représenter une opportunité de développement territorial inédite.



SAVOIRS

Ouvrir les portes de l'Université aux citoyens

Et si les institutions productrices de savoirs comme l'université ou les laboratoires de recherche s'inspiraient de la démarche des musées qui ont fait du visiteur un acteur à part entière de leur activité ? Directrice Culture, Sciences et Société de l'Université de Lyon, Florence Belaën encourage l'émergence d'une recherche plus participative.

Même si les amateurs ont toujours participé au développement de nouvelles connaissances, la redéfinition de la frontière entre expert et non-expert est au cœur des préoccupations de nombreux organismes scientifiques. Une institution est particulièrement représentative de l'évolution de la place de l'utilisateur dans son fonctionnement : [le musée](#). Garants de la sauvegarde et de la préservation de la mémoire, les musées étaient par excellence les lieux où les savoirs se construisaient à travers la gestion des collections et la production de recherche scientifique à partir de celles-ci. « *L'entrée massive des visiteurs dans ces lieux, qui n'était permise qu'à certains créneaux horaires au XIX^e siècle, n'avait alors pour finalité que d'admirer les œuvres, rappelle Florence Belaën. Aujourd'hui, le savoir des visiteurs, leurs perceptions, émotions, représentations font partie des éléments qu'un musée se doit d'exposer.* »

S'inspirer de la mutation opérée par les musées

Les possibilités offertes par le numérique ont bouleversé le rapport experts/non-experts et réaffirmé la place centrale du citoyen dans l'institution. « *L'affirmation de communauté d'intérêt, le désir de transparence et d'être témoin des coulisses du musée, la personnalisation de la visite : tout ceci a conduit à des expériences de visite.* » Les visiteurs ne sont plus de

simples récepteurs car ils s'affirment comme des coproducteurs du discours et des éléments à exposer. Cette dynamique a abouti, par exemple, à l'intégration de témoignages de visiteurs dans les écrits des expositions, la réutilisation des photos personnelles prises dans le musée ou, dans un autre registre, l'animation de communautés d'amateurs d'art sur les réseaux sociaux.

A cet égard, la muséologie communautaire des écomusées des années 60 peut apparaître prémonitrice, avec l'idée que ce sont les acteurs d'un territoire qui « patrimonialisent » leur propre histoire. Où, comme le disait le muséologue français George Henri Rivière, le musée n'a pas des visiteurs, mais des habitants. Aujourd'hui, « *on observe une tendance où, grâce au numérique, les musées se positionnent désormais moins comme experts descendants, que davantage comme modérateurs de la parole dans l'espace public, considérant le savoir des scientifiques autant que celui des amateurs* ». [Le Rize](#), centre d'histoire contemporaine de la ville de Villeurbanne est un exemple où l'histoire d'une ville n'est pas seulement l'affaire de spécialistes, c'est également celle de ses habitants. Leur histoire est « *construite non seulement sur des faits avérés, mais également sur un imaginaire et un inconscient collectif.* »

« Ouvrir les portes de la recherche scientifique »



Florence Belaën, Directrice Culture, Sciences et Société de l'Université de Lyon

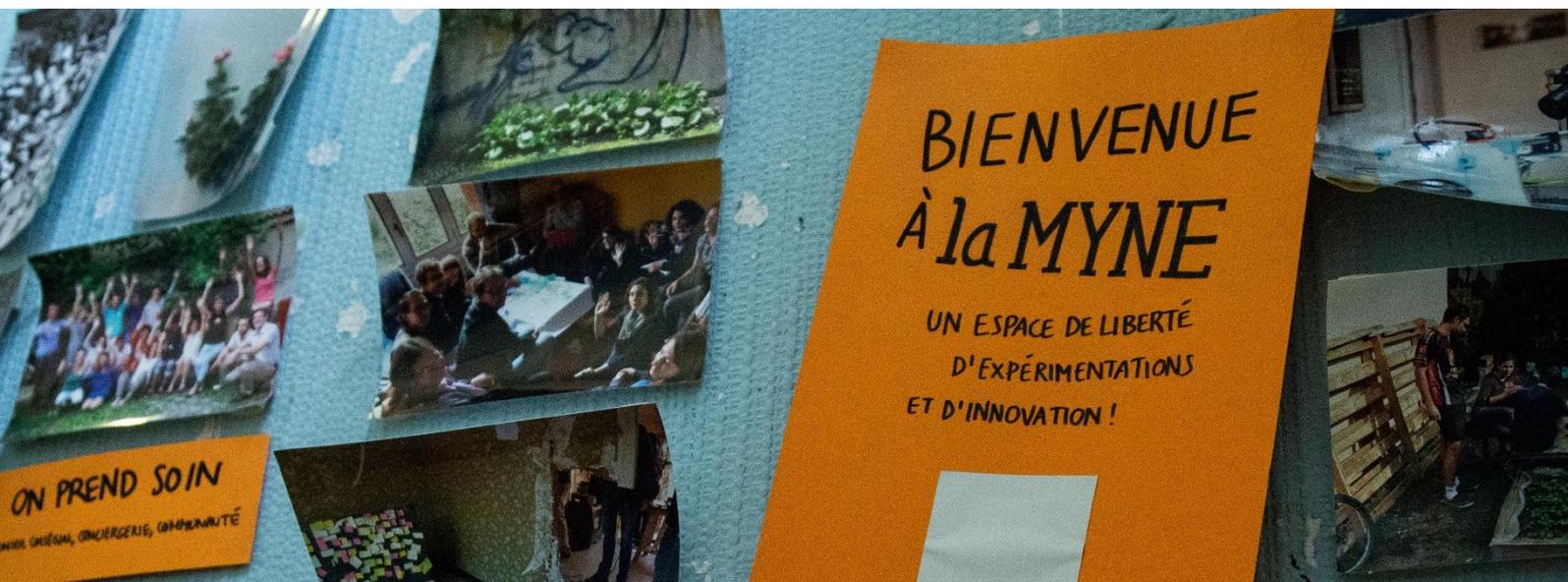
Si l'évolution de l'université reste plus lente, des signaux de cette entrée des citoyens dans les modalités de production de la connaissance académique sont notables. Comme le synthétise le [rapport](#) de François Houllié, alors PDG de l'Inra et président de l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement ([AllEnvi](#)), les sciences participatives sont des formes de production de connaissances scientifiques auxquelles participent, avec des chercheurs, des acteurs de la société civile, à titre individuel ou collectif, de façon active et délibérée. Ces sciences participatives deviennent alors un nouveau champ de production des savoirs, aboutissant à des publications. Il existe plusieurs modalités d'implications des citoyens dans ces protocoles de recherches, allant de la simple [collecte de données](#), à la coproduction de l'ensemble du protocole de recherche.

[La Myne](#), ici présentée est encore un autre modèle où ce sont des chercheurs sans arrimage institutionnel qui décident de faire de la recherche selon un mode collaboratif. Ils se présentent comme « *un tiers-lieu open-source des transitions ou encore espace de liberté et d'expérimentation libre, en bref, un laboratoire citoyen ouvert* ». Leur objectif est de combiner plusieurs approches coopératives, au

service du développement d'un entrepreneuriat dit « communautaire ». Pour ce faire, les membres du *hackerspace* s'appuient sur un espace ouvert qui facilite la rencontre et le partage. Ils développent également une approche dite de « recherche-action » qui pousse à investiguer des questions complexes et à y répondre par l'expérimentation ou le prototypage.

Enfin, la Myne croit à la vertu de l'émancipation de ses membres, par l'action et par la création d'un patrimoine commun d'informations et de savoirs.

« La MYNE est un laboratoire de recherche pour les citoyen.ne.s qui expérimentent le futur, un Tier(s)-Lieu(x) par les Communs. »



Développer les “Boutiques des sciences”

“Les universités anglo-saxonnes commencent à voir en ces nouvelles formes de recherche une possibilité d'obtenir de la part de la société civile une augmentation des moyens de collecter de la donnée et une capacité d'ancrer leurs objets de recherche dans des enjeux sociétaux”. L'Université de Lyon se distingue par la gestion d'une [Boutique des sciences](#) depuis 2013, dispositif de recherche participative inspiré du modèle *science shop* issu des universités néerlandaises (Wageningen et Groningen). “L'idée est de répondre à une demande exprimée par un collectif de citoyens au moyen de travaux d'étudiants, soit en stage, soit en projet de classe ou soit en séance d'idéation”. Ce genre de dispositif (voir le photoreportage ci-après) où les citoyens sont non seulement à l'origine de la question, mais également parties prenantes dans le processus de recherche en participant de la collecte de données à l'interprétation des résultats, offrent plusieurs intérêts à l'institution : “Déjà les demandes

sociales révèlent une société qui bouge, qui se cherche dans ces nouveaux lieux ou engagements citoyens. Et bien plus encore, les questions émanant de la société se révèlent complexes et appellent des réponses pluridisciplinaires, ce qui peut bousculer les silos de l'organisation de la recherche”. Ce type de projet permet également de redonner la place aux universitaires dans des débats publics engagés comme la gestion des déchets, la désertification médicale ou l'abandon de ligne ferroviaire.

Le positionnement du chercheur s'en trouve bousculé, étant pressé par le monde associatif d'apporter des réponses concrètes et parfois tranchées. Les sujets de recherche impulsés, par exemple dans la Boutique des sciences, montrent “*tout le bénéfice d'une société civile active, qui perturbe parfois et rappelle également qu'une recherche n'a pas seulement pour objectif de répondre à des critères normatifs académiques. Elle doit aussi rester socialement construite.*”

L'université a tout intérêt à se positionner, à l'instar des musées,

comme un espace forum où les savoirs d'usage, d'expériences, les émotions et les représentations ont leur place aux côtés de savoirs académiques. Au dire même de Florence Belaën, “l'heure est venue d'une université 2.0 !”

S.B ; F.B

Pour aller plus loin, sur la version en ligne du Pop'Sciences Mag

popsociences.universite-lyon.fr

Interview : [Recherche scientifique participative. Quelle place aux citoyens ?](#)

Nous avons interrogé Olivier Leclerc, chercheur en droit au Centre de Recherche Critique sur le Droit et membre du comité scientifique de la Boutique des sciences de l'Université de Lyon, pour nous éclairer sur les opportunités qu'ont les laboratoires à davantage ouvrir leurs portes.



Pour mener leur recherche, les étudiants Boutique des sciences effectuent leur stage au sein des associations partenaires. Ensemble, ils construisent des connaissances utiles pour la société d'aujourd'hui et de demain. En collaboration avec l'association Biodynamicaval, la Boutique des sciences s'interroge sur les effets de la thérapie équestre à travers une étude transdisciplinaire menée conjointement par une sociologue et une vétérinaire.



Lutte contre la prolifération d'une plante invasive aux abords de la base de loisirs de l'île Chambod. La Boutique des sciences apporte une réponse scientifique à une problématique rencontrée par une association environnementale implantée dans les Gorges de l'Ain.

La cité idéale. Une utopie qui traverse l'histoire

De *La République* de Platon à *L'Utopie* de Thomas More, de *L'Eldorado* de Voltaire à *La Nouvelle Atlantide* de Francis Bacon, du royaume imaginaire du Wakanda à la ville futuriste de Dubaï, la quête de la cité idéale parcourt l'histoire de la philosophie et de la fiction.

L'utopie fait irruption dans la littérature en 1516 sous la plume de Thomas More. Il dresse alors le portrait d'une cité idéale sans lien avec la réalité. L'auteur rappelle que la ville que nous habitons n'est jamais assez satisfaisante et qu'en rêvant une société utopique, nous nous interrogeons sur ce qui constitue le socle commun des citoyens et de leurs représentants.

Le récit de voyage de l'auteur anglais s'inscrit dans le courant humaniste et propose une illustration de la société idéale rêvée par Platon dans *La République* : une cité qui privilégie d'abord l'intérêt du bien commun. Vers quel idéal la ville de demain doit-elle tendre ? Loin de vouloir clore le débat, ce numéro de Pop'Sciences Mag ambitionne *a minima* de l'éclairer.

C'est pourquoi cet homme très sage [Platon] a prévu qu'il n'existe qu'une seule et unique voie en vue du salut public que si l'égalité des choses est déclarée je n'ignore pas que cette voie ne puisse être suivie quand les biens sont la propriété de chacun.

(Thomas More – L'Utopie)

En matière d'utopie, le « mieux » est toujours un « ailleurs »

Parce qu'elle permet la rencontre entre la littérature, la philosophie et la pensée politique, les philosophes des Lumières ont beaucoup eu recours à l'utopie dans leurs écrits pour poser les bases d'un nouvel idéal politique et social. De *L'Eldorado* de Voltaire à la *Nouvelle Atlantide* de Francis Bacon, l'époque imagine et esquisse ces lieux irréalistes où il fait meilleur vivre. Parfois sans description précise : le motif même du voyage vers cette « utopie » est prétexte à une réflexion sur le changement social. En la matière, le « mieux » est toujours un « ailleurs ». Pourtant « l'utopie » porte un double sens : dans le langage commun, elle est synonyme de chimère, de projet irréalisable ; la philosophie politique lui prête quant à elle la signification de « description concrète de l'organisation d'une société idéale ».

La cité rêvée du Wakanda

Pour construire l'utopie moderne du vivre-ensemble dans une ville apaisée, nous pouvons user de deux approches philosophiques. Soit, comme dans le cas de More, elle sera une critique de la société réelle et posera les limites souhaitables au progrès (Kant). Soit, cette utopie tendra à décrire un idéal régulateur vers lequel tendre, une « utopie

pratique » qui propose un projet techniquement réalisable. Lorsque Stan Lee, le regretté scénariste de « Black-Panther », a esquissé la cité idéale du Wakanda dans un des *comic-book* dédié au héros *Black Panther*, il a usé de la première approche. Cette nation est un espace-temps replié sur lui-même, sans ouverture sur l'extérieur et isolationniste. Ce renfermement nourrit le sentiment de protection et de bon vivre-ensemble de sa population. Cette utopie tire de cette condition l'essence même de sa continuité et de sa pérennisation. Pourtant, ce modèle qui n'est pas à suivre, selon le scénariste, sera rapidement confronté au dilemme de l'ouverture des frontières face à la crise migratoire globale qui sévit ailleurs. « Face à une crise, le sage construit des ponts, l'idiot érige des murs, conclut le film éponyme sorti en 2017. La concrétisation la plus moderne d'une ville nouvelle utopique, dans le sens où elle est le fruit d'un « rêve » de quelques « monarques », est très certainement Dubaï. Concrétisation contestée d'un idéal que l'historien américain Mike Davis a décrit comme le « fruit de la rencontre improbable d'Albert Speer (architecte du IIIe Reich) et de Walt Disney sur les rives d'Arabie ».

La quête de la cité idéale est sans fin.

M.B ; S.B



Direction de la publication : Khaled Bouabdallah,
Président de l'Université de Lyon

Direction de la rédaction : Florence Belaën, Directrice
Culture, Sciences et Société - Université de Lyon

Rédaction en chef : Samuel Belaud (Chef de projet et
de développement Pop'Sciences - Université de Lyon)

Direction artistique : Magdalena Nin, Antoine Ligier
(Visée.A)

Conception - rédaction : Benoît de La Fonchais
(Journaliste - Oxymore), Patricia Lamy (responsable
éditoriale du site Pop'Sciences - Université de Lyon)

Rédacteurs : Ludovic Viévard (Agence FRV100), Fabien
Franco (journaliste), Grégory Fléchet (journaliste),
Benoît de La Fonchais, Marine Bourdry (Chargé
d'édition – Université de Lyon), Samuel Belaud,
Florence Belaën

Crédits illustrations : Jorge Sosa

Crédits photographiques et vidéos : Visée.A ; Ludovic

Viévard ; Université de Lyon

Partenaires universitaires et scientifiques : Université
Lumière Lyon 2, Université Claude Bernard Lyon 1,
INSA de Lyon, Ecole Urbaine de Lyon, LabEx IMU,
Collegium de Lyon, Université de Lausanne, EMLyon
Business School // CNRS, Laboratoire COACTIS,
Centre Max Weber, Laboratoire Aménagement
Economie Transports, Ecole Nationale des Transports
Publics d'Etat, Centre de Recherche Critique sur le
Droit, Boutique des Sciences - Université de Lyon,
IDEX Lyon – Grand plan « Investir l'Avenir »

Partenaires institutionnels : Région Auvergne-Rhône-
Alpes ; Métropole de Lyon ; IDEX Lyon

Remerciements à : La Cordée (Valmy), Le Tubà, Ma
cimenterie, Les Petites Cantines et La Myne, de nous
avoir ouvert leurs portes ! Et aux artistes, aux
chercheurs, aux bénévoles, aux militants, aux personnels
... aux citoyens et aux hackers du quotidien, d'avoir
répondu à nos questions et participé à la réussite de ce
numéro.

Retrouvez toute l'actualité scientifique de l'Université de Lyon sur le portail numérique Pop'Sciences !

popsciences.universite-lyon.fr

P comme partager les savoirs, **O** comme Ouvrir les campus, **P** comme Produire de la connaissance *avec* et *pour* les citoyens... tel est le leitmotiv du portail numérique Pop'Sciences qui a tout simplement pour objectif de répondre à tous ceux qui ont soif de savoirs, de rencontres, d'expériences, de sons et d'images en lien avec les sciences et les techniques...

Ce portail, conçu et animé par l'Université de Lyon (UdL), l'ensemble de ses membres et ses partenaires privilégiés, a quatre fonctions : un **agenda** des activités de culture scientifique et technique dans le territoire de la Métropole de Lyon et du Rhône, une banque de **ressources multimédia** pour tous les thèmes questionnant les sciences et les techniques, un **catalogue des offres et des ressources pédagogiques** pour les scolaires proposés par les établissements membres et associés de l'UdL, ainsi que ses partenaires et une visibilité sur les collections universitaires du site.

Pop'Sciences, en référence au mouvement artistique Pop Art, bien sûr toute modestie réservée, nous invite à repenser la place des savoirs produits par nos chercheurs dans une société où le numérique a non seulement accéléré la circulation des savoirs, mais également a pu jeter le trouble entre des savoirs travaillés et des croyances, de l'expertise et des rumeurs etc.